

INSUPPORTABLES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS



1506 ! c'est le chiffre des suppressions d'emplois 2022 à la DGFIP confirmé sans surprise au Comité technique de réseau du 7 décembre puisqu'il était déjà inscrit dans le Contrat d'Objectifs et de Moyens signé la veille du 1^{er} confinement, en Mars 2020, entre le Directeur Général et la direction du Budget.

F.O.-DGFIP, avec les autres organisations syndicales, a refusé de cautionner par sa présence **la poursuite d'un plan social qui depuis des années ne dit pas son nom.**

Mais cette nouvelle saignée dans les effectifs, pour être annoncée n'en est pas moins insupportable pour les agents et lourde de conséquence pour l'exercice quotidien des missions.

C'est encore **l'équivalent de la disparition de la direction de l'Ille et Vilaine, de la Loire Atlantique, de l'Isère ou de l'Hérault !**

**20 745
emplois supprimés
depuis 2012 !**

Elle porte ainsi à **20 745 le nombre d'emplois supprimés depuis 2012.** On cherchera en vain l'équivalent d'un tel traitement dans le secteur privé ou une poignée d'emploi supprimés déclenche légitimement une émotion largement médiatisée.

**7 fois plus
de suppressions
d'emplois
sur le quinquennat que
dans l'ensemble de la
fonction publique d'Etat**

Alors que ses effectifs ne représentent que **4,18% des effectifs de la Fonction publique d'Etat**, la DGFIP aura supporté, à elle seule, sur le quinquennat qui s'achève, pratiquement **7 fois plus de suppressions d'emplois** que l'ensemble de la fonction publique d'Etat.

Cette exemplarité que plus personne ne suit est **absurde** dans une administration aussi rentable socialement qu'économiquement.

La représentation nationale elle-même, pourtant pas exclusivement composée de révolutionnaires, commence à se demander si la poursuite de cette politique ne finira pas un jour par jouer des tours, non pas à ses promoteurs qui d'ici là auront rejoints d'autres cieux, mais au pays tout entier, aux citoyens, aux territoires, à la cohésion sociale, au consentement à l'impôt, à l'égalité bref, à la République.

Car on l'oublie trop souvent, la DGFIP, 2^{ème} administration civile de l'Etat, souvent réduite à ses missions les plus visibles, les plus médiatisées

est une des dernières administrations du coin de la rue quand tant d'autres sont parties depuis bien longtemps.

De la facture de crèche aux successions, elle accompagne nos concitoyens à chacune des étapes de leur vie et finance par son activité et grâce à l'engagement et la conscience professionnelle de ses agents l'ensemble des politiques publiques.

Elle est aussi l'une de celle qui s'est le plus profondément transformé depuis des décennies.

Elle constitue enfin l'ossature financière de l'Etat. C'est sans doute pour cela qu'on lui en veut.

Ce sont les agents qui sont exemplaires !

Et pourtant **exemplaires, les agents de la DGFiP ont une nouvelle fois démontré qu'ils l'étaient** en accompagnant hôpitaux et collectivités et en soutenant les secteurs économiques en difficulté dans cette crise sanitaire qui n'en finit plus.

Les agents continuent de compenser, au prix de la dégradation de leurs conditions de travail et parfois même au prix de leur santé, les moyens qu'on leur refuse.

Ainsi le volume des heures écrites et des congés non pris dépasse chaque année le volume des suppressions d'emplois !

Au jour le jour, partout sur le territoire, ils déploient des trésors d'ingéniosité et de dévouement pour continuer à exercer des missions de service public auxquelles ils sont inconditionnellement attachés.

Mais ils sont désormais, dans tous les services, fatigués, démotivés et souffrent de l'absence de reconnaissance dans laquelle on les enferme.

Pour l'instant, cette douleur-là est muette, comme le sont souvent les plus sourdes, mais jusqu'à quand ?

Une seule issue : la force du collectif !

Nous devons collectivement continuer à nous organiser et à nous battre pour être enfin entendus parce qu'il n'y a pas d'autre issue que de retrouver la force du collectif.

Bien sûr, les agents des finances publiques ne brûlent pas de pneus et ne jettent pas de boulons ou ne bloquent pas les raffineries même s'ils manifestent un degré de mobilisation élevé au regard des autres secteurs de la fonction publique.

Ils sont particulièrement attachés au service public, à ses valeurs et témoignent d'un investissement exceptionnel et d'une conscience professionnelle hors normes qui explique en partie le maintien de la performance mesurée par les indicateurs. Mais jusqu'à quand ?

Que restera-t-il de tout cela quand les seuls enseignements tirés de cette période seront que par l'intermédiaire du plan de continuité d'activité la DGFiP a réussi à exercer ses missions « prioritaires » avec 34% de ses effectifs ?

La DGFiP est bien davantage qu'une administration de processus qu'il faudrait continuer à rationaliser. Elle est bien davantage qu'un réservoir à économies avec une minuscule. Elle est un Service Public avec des majuscules !

Les agents des finances publiques en ont marre d'être exemplaires !

Alors messieurs les décideurs, laissez-nous nos missions et rendez-nous nos emplois ! parce que nous, on ne s'habitue pas !